



Compte-rendu – L’Afghanistan : Un conflit dans l’impasse ?



Le 19 décembre 2018, l’association du Master 2 Sécurité et Défense Paris II Panthéon-Assas et le comité Moyen-Orient de l’ANAJ-IHEDN ont organisé une conférence sur le thème « *Afghanistan : un conflit dans l’impasse ?* » qui s’est tenue à l’Assemblée nationale. Les deux associations ont eu l’honneur de recevoir **Monsieur Jean DE PONTON D’AMÉCOURT**, ambassadeur de France en Afghanistan de 2008 à 2011 ; **le général de corps d’armée Bernard DE COURRÈGES D’USTOU**, qui a dirigé les forces françaises en Afghanistan de septembre 2002 à janvier 2003 et **le professeur Karim PAKZAD**, diplômé en sciences politiques, docteur en droit et chercheur à l’Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS). L’objectif de cette conférence était d’éclaircir la situation actuelle en Afghanistan en revenant sur les origines du conflit pour finir sur les espoirs de paix.



Les origines du conflit ont dans un premier temps été rappelées afin de mieux appréhender la situation du pays.

La parole a tout d’abord été donnée au professeur Karim PAKZAD afin de rappeler le contexte historique de l’Afghanistan et les particularités de ce pays ayant connu la plus longue guerre menée par les États-Unis. Après avoir évoqué le passé conflictuel afghan avec les Britanniques, le professeur est revenu sur l’invasion des Soviétiques du pays en décembre 1979 qui a eu d’importantes conséquences, notamment la naissance des Moudjahidines afghans. À la suite du retrait des Soviétiques et de la chute des communistes en 1992, une nouvelle phase de guerre a éclaté. Les Moudjahidines ont échoué à mettre en place un pouvoir et des institutions politiques et se sont entretués pour le partage du pouvoir. Son pays voisin, le Pakistan, a alors proposé un plan pour la création d’un nouveau mouvement : les Talibans. Leur installation au pouvoir a signé le retour des « maîtres de l’Afghanistan » depuis plus de deux siècles, l’ethnie des Pachtounes. Comme mise en exergue par le professeur, la question ethnique est centrale pour comprendre la situation afghane. Les Talibans ne sont donc pas uniquement un mouvement terroriste extrêmement violent, c’est aussi un mouvement qui a une assise sociale et ethnique importante.

Le général de corps d’armée Bernard DE COURRÈGES D’USTOU a partagé son expérience et ses connaissances sur les origines de l’intervention militaire occidentale. La date du 11 septembre 2001 constitue le point de départ de l’opération *Enduring Freedom* lancée par le Président Bush pour traquer la source identifiée comme responsable des attentats, Oussama ben Laden. Une importante opération aérienne a alors été lancée, sans troupe occidentale au sol, provoquant le départ des Taliban de Kaboul dès le mois de novembre. L’ONU a lancé peu après l’opération Force internationale d’assistance à la sécurité (FIAS) ou *International Security Assistance Force* (ISAF). Dans le cadre de l’ISAF, la France a monté l’opération Pamir et parallèlement, une opération nationale, intitulée Épidote visant à former les premiers bataillons de l’armée afghane. Parmi les 5 000 occidentaux présents sur place, 550 Français avaient pour mission d’assurer la surveillance et la protection de l’aéroport ainsi que la sécurité de la liaison entre Kaboul et la base américaine de Bagram. L’origine de cet engagement des Français réside dans la solidarité de la France avec son allié américain dans la lutte contre le terrorisme.

Son excellence Monsieur Jean D’AMÉCOURT a apporté des éléments sur les coulisses diplomatiques d’un pays en crise. La grande insécurité fut un élément marquant de ces années en ambassade qui s’apparentait davantage à une « forteresse ». L’ancien ambassadeur a relaté avec passion l’expérience afghane qui a peu à voir avec la « diplomatie de la tasse de thé », comme l’affirmait le général Charles de Gaulle. L’objectif était d’entretenir des relations étroites avec les autorités du pays tels que le Président, les parlementaires ou encore les membres du gouvernement. L’ambassadeur a mis en exergue l’importance de la coopération bilatérale à travers l’existence d’un centre culturel, de lycées français prestigieux, d’une coopération universitaire entre les deux pays ou encore de la formation des forces de sécurité. L’ambassade française en Afghanistan avait la particularité d’être une « ambassade multilatérale ». En effet, toute la communauté internationale était présente puisque partie prenante du conflit sur place : l’Organisation des Nations Unis (ONU), l’Union européenne (UE) et l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN). L’enjeu était alors de faire rayonner la place de la France dans ces échanges multilatéraux.



Les intervenants ont ensuite pu donner leurs analyses sur le déroulement et les conséquences de l’intervention occidentale.

Le général de corps d’armée Bernard DE COURRÈGES D’USTOU a apporté des explications sur les opérations militaires. En 2008, la coalition était composée de 41 pays regroupant plus de 51 000 hommes sur le territoire, chiffres qui témoignent de l’importance de l’ISAF. Ces effectifs ont encore augmenté après l’arrivée du Président Obama qui a gonflé les rangs américains et invité les alliés à faire de même. En parallèle se préparait la transition dans le passage de relais aux autorités afghanes, puisqu’il fallait désormais former et s’appuyer sur les forces de sécurité locales. Mais en France, l’opinion publique était sensible aux pertes humaines qui ne cessaient d’augmenter. L’embuscade d’Uzbin, où dix soldats français ont trouvé la mort durant l’été 2008, a notamment profondément marqué les esprits. Le Président Sarkozy avait alors annoncé une réduction des forces présentes sur le territoire avant que le Président Hollande annonce quant à lui un retrait total. Depuis la fin de l’ISAF, une mission d’assistance constituée de 16 000 hommes a été lancée pour aider à la reconstruction de l’armée afghane.

Le professeur Karim PAKZAD a mis en évidence l’existence désormais de trois forces au sein du pays : le gouvernement afghan qui est légal et légitime ; les Talibans et une force montante depuis janvier 2015 qui est une branche de l’État islamique. Cependant, le gouvernement afghan s’est affaibli car il n’est d’une part pas parvenu à mettre en échec les Talibans bien que ces derniers aient été chassés de la capitale, et d’autre part parce qu’il est toujours fortement dépendant de l’appui des Occidentaux. Le centre du pouvoir se trouverait donc près de la frontière pakistanaise, zone habitée par les Pachtounes, où les Talibans parviennent à se réorganiser. Pour le professeur, c’est désormais l’État islamique qui représente un danger pour le pays.

Son excellence Monsieur Jean D’AMÉCOURT a mis en évidence le paradoxe entre l’importance numérique des Talibans et leur influence : ces derniers sont au maximum 45 000, ils ne sont donc pas une force imbattable mais une force insurrectionnelle. Le rapport de force n’est pas matériel mais politique et c’est pourquoi la sortie de conflit ne peut être envisagée que via des négociations.

Les élections législatives passées de 2018 et celle présidentielle à venir de 2019 ont également été abordées par le professeur Karim PAKZAD et son excellence Monsieur Jean D’AMÉCOURT.

Tous deux se sont montrés sceptiques quant aux résultats. Dans un premier temps parce que les Talibans ne reconnaissent pas les élections et les contestent mais également parce que le pays éprouve encore des difficultés à organiser des élections transparentes. Les dernières élections de 2008 et de 2014 ont en effet été le théâtre de fraudes massives et les législatives de 2018 n’ont, deux mois après, pas encore de résultats définitifs.

Les intervenants se sont ensuite prêtés à un temps de questions/réponses ayant abordé la place des minorités, le rôle actif de la Russie et de la Chine ou encore l’importance de « gagner les cœurs » dans le cadre d’une contre-insurrection.



■ Cette conférence aura mis en exergue la complexité du conflit afghan depuis 2001 et aura montré qu’au-delà des interventions militaires, c’est désormais le recours à la négociation qui constitue le principal espoir d’une paix durable en Afghanistan.

Membres organisateurs :

- *Amandine CHOURLIN & Jules JOUARET, membres associés du comité Moyen-Orient et étudiants du Master 2 Sécurité et Défense de l’Université Panthéon-Assas ;*
- *Céline SOMME & Guillaume DEFLINE, responsables du pôle évènementiel de l’Association du Master 2 Sécurité et Défense ;*
- *Mathilde ALLIOT, Présidente de l’Association du Master 2 Sécurité et Défense*
- *Fadila LETURCQ & Kevin MERIGOT, responsables du comité Moyen-Orient de l’ANAJ-IHEDN.*